

Les coûts d'un programme de réduction des émissions de gaz carbonique ont été estimés aux chiffres suivants :

États-Unis : d'ici 2030, perte d'environ 3 p. 100 du produit intérieur brut total (PIB).

Pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : les conséquences macro-économiques mesurables ne commenceront pas à se faire sentir avant 2010; les pertes annuelles sur le plan de la consommation totale resteront de l'ordre de 1 à 2 p. 100 du PIB.

Union soviétique et Europe de l'Est : d'ici 2030, ces pays connaîtront une diminution d'environ 4 p. 100 de la consommation au niveau macro-économique.

Tiers-monde : étant donné que l'on inclut dans cette catégorie l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Mexique et d'autres exportateurs de pétrole en puissance, le coût d'un programme de limitation des émissions de gaz carbonique a été estimé nul jusqu'en 2020; d'ici la fin du 21^e siècle, on prévoit une perte équivalant à 5 p. 100 environ du PIB.

Chine : c'est le pays dont on prévoit qu'il sera le plus gravement touché par un accord international de réduction des émissions de gaz carbonique; les pertes annuelles, mesurées en points de pourcentage du PIB, devraient dépasser 10 p. 100 d'ici la deuxième moitié du 21^e siècle.

M. Richels a fait valoir que toute augmentation des émissions de gaz carbonique accordée aux pays en développement devrait être compensée par des réductions dans les pays industrialisés. On a calculé que si la Chine et les pays en développement étaient autorisés à doubler leurs émissions, les pays industrialisés devraient réduire les leurs de près de 70 p. 100 par rapport aux niveaux actuels pour obtenir une réduction mondiale de 20 p. 100. Dans le cas où l'on accorderait un quadruplement à la Chine, les pays industrialisés devraient réduire leurs propres émissions de gaz carbonique à zéro!

En réponse à l'exposé de M. Richels, M. Jim MacNeill a mis en doute l'hypothèse voulant que les programmes visant à accroître le rendement du carburant sont nécessairement coûteux. Tel n'a pas été le cas pour les pays de l'OCDE qui ont remporté la palme dans ce domaine, comme le Japon, la Suède et l'Allemagne de l'Ouest. Tout en réduisant la quantité d'énergie par unité de produit national brut